

Santé

CICR Mali : faits et chiffres, janvier – mars 2013

21-05-2013 Faits et chiffres

Protection des détenus et de la population civile visité et enregistré plus de 300 personnes détenues en relation avec le conflit armé, à Bamako, Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal ;

- fourni des soins à des détenus dans les prisons de Bamako, Koulikoro et Kati ;
- finalisé les travaux à la prison de Koulikoro pour améliorer l'accès des détenus à l'air libre ;
- soutenu le branchement de la nouvelle prison de Sévaré au réseau d'eau et d'électricité ;
- réhabilité le système d'assainissement de la prison de Bamako.
- enregistré et aidé des enfants qui avaient été associés aux groupes armés à rétablir le contact avec leur famille au travers de messages Croix-Rouge ;
- documenté des violations du droit international humanitaire et poursuivit un dialogue bilatéral et confidentiel avec les autorités ;
- suivi des cas de personnes portées disparues en lien avec le conflit ;
- facilité 125 appels téléphoniques et l'échange de plus de 170 messages Croix Rouge pour la transmission de nouvelles entre des membres de familles séparées par le conflit ;
- enregistré, dans les camps de déplacés de Mopti, 13 demandes de recherche de proches et 10 enfants non accompagnés par un membre de leur famille ;
- rappelé à toutes les parties au conflit leurs obligations découlant du droit international humanitaire ;
- maintenu un dialogue avec les autorités maliennes, les forces armées maliennes et internationales ainsi qu'avec le MNLA.

Santé

Hôpital de Gao

- poursuivi son soutien à l'hôpital, avec notamment la mise à disposition d'une équipe de médecins pluridisciplinaires et un approvisionnement en médicaments et matériel médical ;
- fourni de l'électricité et de l'eau potable ;
- pris en charge plus de 690 personnes hospitalisées dont 60 blessés ;
- pris en charge 575 accouchements et plus de 11 000 consultations externes ;
- évacué des blessés graves et assurés leur prise en charge dans des hôpitaux à Niamey au Niger.
- Hôpital régional Sominé Dolo de Mopti

Donné du matériel médical et des médicaments.

Accès aux soins de santé primaire

- soutenu neuf centres de santé communautaires dans les régions de Gao et Tombouctou avec un approvisionnement en médicaments, matériel et équipement médicaux, un versement d'indemnités au personnel et une mise à disposition de personnel de santé du CICR ;
- réhabilité plusieurs centres de santé.
- Assistance
- Eau, électricité, assainissement et habitat
- permis à plus de 120 000 habitants de Gao, Tombouctou, Kidal et Ménaka d'avoir accès à l'eau potable et à l'électricité avec la fourniture de 293 000 litres de carburant ;
- fourni 1 500 kg de produits de traitements de l'eau à la station de Gao ;
- réhabilité six latrines, construit 16 nouvelles latrines et réhabilité neuf puits et forages dans la commune de Tinzaouatène ;
- distribué 73 000 sachets de produits de traitements d'eau à usage domestique et 1 200 jerrycans en plastique à 12 000 familles déplacées dans la région de Tinzaouatène.
- Vivres, biens de première nécessité et soutien aux agriculteurs et éleveurs
- distribué, avec la Croix-Rouge malienne, plus de 6 700 tonnes de vivres à plus de 415 000 personnes, dans les régions de Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti et Diabali ;

- distribué, avec la Croix-Rouge malienne, des biens de première nécessité (couvertures, bâches, moustiquaires, savons, articles de cuisine et d'hygiène etc.) à 2 000 familles déplacées dans les régions de Kidal, Tombouctou et Diabali ;
- distribué, avec la Croix-Rouge malienne, des semences et de l'outillage à sept associations maraîchères de la région de Gao, au profit de plus de 500 familles.
- soutenu la campagne de vaccination et de traitement du cheptel (péri-pneumonie contagieuse des bovins, peste des petits ruminants et pasteurellose des camelins), de déparasitage interne et externe ainsi que de traitement contre les avitaminoses ;
- soutenu la vaccination et le traitement de 687 000 têtes de bétail, appartenant à près de 18 000 familles d'éleveurs des régions de Tombouctou et de Mopti.
- Respect du droit international humanitaire
- Organisé 18 séances de sensibilisation à l'intention de 1 600 militaires maliens et des contingents togolais, sénégalais, béninois, nigériens, ghanéens et burkinabés ainsi que de la Mission Africaine de soutien au Mali (MISMA), à Mopti, Bamako, Ségou et Kidal.

Source : CICR

Politique

Présidentielle de juillet 2013 : Les acteurs politiques à l'école du contentieux électoral

En vue de renforcer les capacités des partis politiques dans la maîtrise du contentieux électoral à travers ses différentes phases, le National Democratic Institute (NDI), en partenariat avec l'USAID, a organisé hier au Grand hôtel de Bamako une session de facilitation du processus électoral. L'ouverture des travaux était placée sous la présidence du ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, chargé de la Décentralisation, Abdrahamane Oumar Touré. Cette session de facilitation du processus électoral sur le contentieux électoral visait à renforcer les capacités de la soixantaine de partis politiques participants dans la maîtrise du contentieux électoral à travers ses différentes phases, le contentieux préélectoral.

Source: L'Indicateur du Renouveau

Gouvernement

Justice transitionnelle : l'autre voie vers la réconciliation et la paix durable

Cette justice transitionnelle s'appuie sur des mécanismes divers et complémentaires, judiciaires et non judiciaires aptes à répondre à une demande de justice après des situations de conflits et de violations massives des droits de l'homme. Prévu pour les 17, 18 et 19 juin prochains, le colloque sur « la justice transitionnelle au Mali » se veut un espace à la fois scientifique et inclusif. De paix, notre pays en a vraiment besoin. Pour y arriver, il faut se parler ... et même se pardonner. L'approche du dialogue pour remettre les Maliens ensemble est l'option choisie par les autorités de la transition. La communauté internationale partage cette approche. Mais dans la pratique, sur le terrain, le processus du dialogue est loin d'être une promenade de santé pour ceux qui en ont la lourde charge. Car les principales victimes qui ont subi les humiliations et les souffrances, réclament à cor et à cri une justice bien rendue avant toute forme de réconciliation.

Source : L'Essor

Actualités

Gao : La population interpelle Hollande sur Kidal

Les populations de Gao se sont rassemblées massivement jeudi matin sur la place centrale pour interpeller le président français François Hollande sur la situation à Kidal toujours aux mains de bandits armés à quelques semaines du 1er tour de l'élection présidentielle prévue fin juillet. Sur les pancartes des manifestants, on a pu lire ces messages : « Nos pensées aux victimes et non aux bourreaux », « Pas d'élections sans confiance », « Président François Hollande, merci pour la liberté, maintenant la justice ». « Les banderoles qui s'adressaient à François Hollande, c'était pour lui dire : tu as libéré le Mali des terroristes, maintenant libère Kidal, sinon avec toi, le Mali va divorcer brutalement », a commenté Ousmane Maïga, l'un des membres de la coordination de la jeunesse de Gao.

Source: L'Indicateur du Renouveau

Economie

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique : les 20 ans d'une initiative méritoire

Les dirigeants africains ont commencé à converger vers Yokohama, la grande agglomération japonaise, pour participer à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) qui s'ouvre demain, samedi. Le président de la République par intérim, Dioncounda Traoré, qui a quitté Bamako mercredi a passé la nuit à Paris avant de mettre le cap sur Tokyo. La TICAD qui se tient tous les cinq ans est une initiative lancée en 1993 par le gouvernement du Japon pour promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires dans le domaine du développement. Le Japon devenait ainsi le premier pays, en dehors des anciennes puissances coloniales, à établir un cadre de concertation bilatérale avec les pays africains.

Source : L'Essor

Semaine de la micro-finance : l'impératif de la professionnalisation

L'Etat est appelé à aider à la fois au développement du secteur et à son assainissement. La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté fonde de grands espoirs sur la micro finance appelée à donner aux pauvres et aux défavorisés, un meilleur accès aux ressources financières, à leur permettre de réaliser des activités génératrices de revenus et de bénéficier des services sociaux de base. Le développement de la microfinance est ainsi inscrit parmi les actions prioritaires du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

Source : L'Essor

Alerte sectorielle

Examens de fin d'année au fondamental : Et ces correcteurs inappropriés

A l'heure où des milliers d'élèves et étudiants du Mali, se préparent activement pour affronter les épreuves de fin d'année, nous avons jugé nécessaire de nous pencher sur l'une des plaies de notre système éducatif à savoir le choix de nos surveillants et correcteurs pour jauger la valeur intrinsèque de nos élèves. Vu le dysfonctionnement constaté çà et là, au cours des 20 dernières années, nous sommes en droit de nous demander, surtout au niveau de l'enseignement fondamental si les hommes et les femmes choisis, pour surveiller et corriger ces épreuves sont à la hauteur des attentes de la nation. Selon Mme Cissé Fatoumata Aly, chevalier de l'Ordre national du Mali, directrice du Centre d'animation pédagogique de Kalabancoro, le choix du correcteur relève du pouvoir discrétionnaire de l'académie et par ricochet du Centre d'animation pédagogique (CAP). Au-delà de toute considération, elle a affirmé que l'enseignant qui est ponctuel, assidu, et en règle avec le règlement intérieur, est prioritaire. Quant à M. Oumar Togo, DCAP de Toukoto (Kayes), il faut privilégier les titulaires de la classe d'examen, qui maitrisent mieux le programme.

Source: L'Indicateur du Renouveau

Divers

Commission parlementaire de levée d'immunité : Oumar Mariko refuse de se présenter

L'honorable Oumar Mariko, député SADI, élu à Kolondièba, a refusé de répondre à l'invitation de ses collègues membres de la commission. C'était mercredi dernier. La messe semble être dite pour lui et, il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'à la plénière du 06 ou 07 juin prochain, que les élus nationaux ne passent directement au vote sanction en son endroit. D'immunité parlementaire, il n'en sera certainement plus question pour lui et au juge de se frotter les mains en attendant, que le parlement ne passe à l'action.

Source: La Nouvelle Patrie

Banditisme à Bamako : Les pickpockets des feux tricolores

A l'heure où des milliers d'élèves et étudiants du Mali, se préparent activement pour affronter les épreuves de fin d'année, nous avons jugé nécessaire de nous pencher sur l'une des plaies de notre système éducatif à savoir le choix de nos surveillants et correcteurs pour jauger la valeur intrinsèque de nos élèves. Le marché de Dibida a frôlé un drame, le vendredi 17 mai 2013. En effet, 2 malfrats de nationalité nigériane, Ebe Mère Natassa et Kenng Heary, après avoir soutiré 15 millions de F CFA à Almoudou Coulibaly et Mme Diallo

Djénéba Alassane Touré, employés à l'Institut d'éducation populaire (IEP), ont été tabassés par la foule avant d'être remis au commissariat de police du 1er arrondissement.

Le vendredi 17 mai 2013, aux environs de 10 h 30, Almoudou Coulibaly et Mme Diallo Djénéba Touré se sont rendus à la Banque of Africa, derrière l'ORTM, pour retirer la somme de 15 millions de F CFA. Après l'opération, ils ont embarqué dans leur véhicule de marque Mercedes. Arrivés aux feux tricolores du marché Dibida, deux jeunes sur une moto Jakarta flambant neuf, Ebe Mère Natassa et Kenng Heary, les ont approchés dans la circulation. Celui assied derrière est descendu de la moto pour ouvrir la portière arrière de la voiture et prendre le sac contenant la rondelette somme. Après le forfait, ils ont été pourchassés par une foule qui a fini par les rattraper. Ibe Mere Natassa et Kenng Heary ont été passés à tabac avant d'être conduits au commissariat de police du 1er arrondissement et ensuite à la Brigade territoriale de Bamako-Coura.

Source: L'Indicateur du Renouveau

Rome : concertations franches sur la « route de la cocaïne »

Ce programme de l'UE est destiné à apporter une réponse intégrée aux défis posés par les réseaux de criminalité organisée et le trafic illicite de cocaïne, en renforçant la capacité de la coopération internationale en matière d'application de la loi et de services. Plus de 200 personnes participent depuis mardi au grand hôtel Piazza de Rome en Italie, à une conférence internationale dont le thème est : « Améliorer les réponses à la criminalité organisée et au trafic de drogue le long de la route de la cocaïne ». Elle est organisée par l'Institut d'études de sécurité à l'initiative de la Commission européenne, du Service européen pour l'action extérieure et du ministère italien des Affaires étrangères. Côté malien, trois invités sont présents à la rencontre : le commissaire divisionnaire de police, Mahamadou Zoumana Sidibé, chef du BCN-Interpol Bamako, l'inspecteur des douanes Ibrahim Ag Assalat, de la brigade anti-stupéfiant, et votre serviteur Adama Diarra de l'Essor. L'Italie, tout comme le Mali, n'est pas un pays producteur de drogue, mais un pays de transit que les narcotrafiquants utilisent pour atteindre les points de vente à travers le monde entier.

Source : L'Essor

Rumeurs

Lutte contre la corruption : L'ancien préfet de Kati et des cadres des domaines bientôt devant le procureur de la Commune III

La traque des spéculateurs fonciers risque de prendre une nouvelle tournure dans les semaines à venir. C'est du moins la promesse faite par le procureur du pôle économique de la Commune III, Mohamed Sida Dicko et le procureur de première instance du tribunal de Koulikoro à qui le Vérificateur général, Amadou Ousmane Touré a remis lundi son rapport 2012 composé en grande partie des dossiers essentiellement relatifs à la gestion domaniale et foncière, aux opérations d'encaissement et de reversement de recettes fiscales au trésor public et surtout au détournement de deniers publics pour un montant total en cause chiffré à 8 717 657 556 FCFA. L'ex préfet de Kati, M. Ibrahima Sylla et ses associés risquent gros.

Source: Le Débat

Mali: La France Humilie Traoré

Le président de la République du Mali par intérim, le Pr. Dioncounda TRAORE accueilli sans fard à son arrivée hier , à l'aéroport parisien de Le Bourget. Le président de la République par intérim, le Pr. Dioncounda TRAORE est arrivé hier à l'aéroport parisien de Le Bourget. Il a été accueilli sans honneur. Aucune autorité française n'était au rendez-vous. Une indifférence totale lui a été réservée par les autorités françaises. La cause? Mystère et boule de gomme. Les raisons d'un tel comportement demeurent toujours mystérieuses, notamment que la visite du président par intérim, était inattendue.

Source : www.echoroukonline.com

Etranger

Hollande et l'Afrique: des grandes promesses d'une campagne à la réalité complexe d'un continent

Ce vendredi 31 mai, François Hollande est l'invité de RFI. Le président français accorde un long entretien à la radio du monde, diffusé à 12 h TU. M. Hollande exposera les ambitions de la France dans le monde, et notamment en Afrique. A l'aune de sa première année au pouvoir, quel bilan tirer de la politique africaine du président français ? Il paraît loin, le temps de la campagne électorale.

Souvenez-vous : c'était l'engagement n° 58 du candidat Hollande, « rompre avec la Françafrique ». En octobre dernier, premier déplacement, premier discours. Le président français vient à Dakar, comme Nicolas Sarkozy l'avait fait avant lui.

Source : RFI